



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 0 0 0 0 0 6 6 /AONR/MINEE/CIPM/2025 du 10 JUIN 2025, POUR LA SELECTION
D'UN CABINET POUR LA REALISATION DES ÉTUDES TECHNIQUES DE LA MOBILISATION DES
RESSOURCES EN EAU EN VUE DE L'IRRIGATION DE 71 000 HA DE TERRAIN DANS LES LOCALITES
DE NGATT, MBAROBÉ ET DIR DANS LA REGION DE L'ADAMAOUA

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'implémentation du Plan d'Import Substitution Agropastoral et Halieutique (PIISAH) , le Ministre de l'Eau et l'Energie lance un Appel d'Offres National Restreint pour la sélection d'un cabinet pour la réalisation des études techniques de la mobilisation des ressources en eau en vue de l'irrigation de 71 000 ha de terrain dans les localités de NGATT, MBAROBÉ ET DIR dans la Région de L'ADAMAOUA.

Le présent appel d'offres fait suite à l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt N° 0000020/ASMI/MINEE/SG/DMRE/SDBAASP/SETN du 14 mars 2025.

2. Consistance des Prestations

Les Prestations comprennent notamment :

Phase 1 : Elaboration et validation du rapport de démarrage

Phase 2 : Etudes techniques préliminaires, élaboration et validation du rapport d'APS

Phase 3 : études techniques détaillées, élaboration et validation du rapport d'APD

Phase 4 : Elaboration des Dossiers de Consultation des Entreprises

Phase 5 : Elaboration du rapport d'étude du comportement des ouvrages proposés face aux changements climatiques

Phase 6 : Renforcement des capacités

3. Tranches/Allotissement

Les prestations sont réparties en un lot unique.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quatre-vingt-dix-neuf millions six cent vingt mille (99 620 000) frs CFA.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de *quatre (04)* mois, y compris les délais de validation des livrables.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est restreinte aux bureaux d'études (soumissionnaires) suivants, sélectionnés après l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt N°

0000020/ASMI/MINEE/SG/DMRE/SDBAASP/SETN du 14 mars 2025

N°	Noms des entreprises (ou groupement d'entreprises) pré-qualifiés	Adresses
1	Groupement INNOV/ENSERBAT SARL	Téléphone : +237 699 62 30 25
2	GENEX Sarl	BP : 5563 Yaoundé Téléphone : 222 22 54 27
3	Groupement EIC/KES	Téléphone : 222 22 30 23
4	MATURIS	Téléphone : +237 677 76 83 88

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire N°593213701330002523415.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou toute autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le Maître d'Ouvrage. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « Copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis. Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, timbré au tarif en vigueur assortie du récépissé du dépôt de consignation délivré par la CDEC, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million neuf cent quatre-vingt-dix mille (1 990 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics du MINEE Tel (237) 22 23 00 13, Fax (237) 22 22 61 77 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne aux adresses <http://www.minee.cm>, <http://www.armp.cm> sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics du MINEE Tel (237) 22 23 00 13, Fax (237) 22 22 61 77 dès publication du présent avis, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de *quatre-vingt-dix mille (90 000) francs CFA payable au Trésor Public*

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais et sera déposée sur la plateforme COLEPS, au plus tard le 04 JUIL 2025 à 14h et devra porter la mention :

*"Avis d'Appel d'Offres National Restreint en Procédure d'Urgence N° 00000066
AONR/MINEE/CIPM/2025 du 04 JUIL 2025 pour la sélection d'un cabinet pour la réalisation des
études techniques de la mobilisation des ressources en eau en vue de l'irrigation de 71 000 ha
de terrain dans les localités de NGATT, MBAROBÉ ET DIR dans la Région de L'ADAMAOUA.
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"*

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Il y a lieu de relever que le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une clé USB et dans une enveloppe scellée une offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la

Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le 01/11/2025 à 15 Heures par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la salle de réunions Sise au 2^{ème} étage du bâtiment annexe N°2, au quartier Mvog-ada, en face du Collège Montesquieu.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80/100 seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture de la séance de dépouillement se fera au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont :

- Absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Présence d'une information financière dans l'offre administrative et technique ;
- Absence de la copie de l'offre témoin ;
- Absence de la clé de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2-Critères essentiels

Les critères essentiels porteront sur :

N°	CRITERES D'EVALUATION	POINTS
1	Présentation de l'Offre (sommaires, pièces dans l'ordre, intercalaires couleur, page de garde et onglets);	05
2	Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires	20
3	Compétences et qualification du personnel proposé	48
4	Moyens Techniques et matériels	10
5	La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR et le planning	12
6	Capacité financière d'un montant supérieur ou égale à vingt millions (20 000 000) frs CFA.	05

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers et ou esthétiques.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours pour à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction de la Mobilisation des Ressources en Eau/Sous-Direction des Barrages et Aménagements Agro-sylvo-pastoraux/Service des Etudes et Travaux Neufs dès publication du présent Appel d'Offres, Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.minee.cm>, <http://www.armp.cm> <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

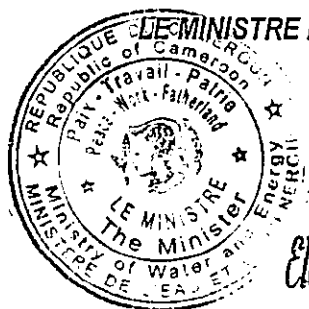
19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : Tel (237) 22 23 00 13, Fax (237) 22 22 61 77.

Yaoundé le 10 JUIN 2025 :

Copies

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- CIPM (pour information) ;
- DAG (pour archivage).



G. Eloundou Essomba

Eloundou Essomba Gaston

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail - Patrie
MINISTÈRE DE L'EAU ET DE
L'ÉNERGIE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work - Fatherland
MINISTRY OF WATER RESOURCES
AND ENERGY

TENDER NOTICE

RESTRICTED NATIONAL INVITATION IN EMERGENCY PROCEDURE TO TENDER

No 0 0 0 0 0 6 RNIT/MINEE/ITB/2025 of 1 0 JUIN 2025 for the selection of a firm for the realization of technical studies of the mobilization of water resources for the irrigation of 71,000 ha of land in the localities of NGATT, MBAROBÉ and DIR in the ADAMAOUA Region

1. Subject of the Call for Tender

Within the framework of the implementation of the Plan Intégré d'Import Substitution Agropastoral et Halieutique (PIISAH), the Minister of Water and Energy is launching a National Restricted Call for Tenders for the selection of a firm to carry out technical studies on the mobilization of water resources for the irrigation of 71,000 hectares of land in the localities of NGATT, MBAROBÉ and DIR in the Adamaoua Region.

This call for tenders follows the call for expressions of interest No 0000020/ASMI/MINEE/SG/DMRE/SDBAASP/SETN of 14th march 2025.

2. Nature of the Services

The Services include in particular:

Phase 1: Preparation and validation of the inception report

Phase 2: Preliminary technical studies, preparation and validation of the preliminary design report

Phase 3: Detailed Technical Studies, Preparation and Validation of the Design and Construction Report

Phase 4: Development of Business Consultation Documents

Phase 5: Preparation of the study report on the behavior of the proposed structures in the face of climate change

Phase 6: Capacity Building

3. Tranches/division into lots

The services are divided into a single lot.

The scope of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this tender.

4. Estimated cost

The estimated cost after preliminary studies is ninety-nine million six hundred and twenty thousand (99 620 000) frs CFA.

5. Estimated execution timeframe

The maximum deadline provided for by the Project Owner is four (04) months.

This deadline shall start from the date of notification of the administrative order to commence services.

6. Participation and origin

Participation in this call for tender is restricted at the selected enterprises below:

N°	Entreprises	Adresses
1	Groupement INNOV/ENSERBAT SARL	Téléphone : +237 699 62 30 25
2	GENEX Sarl	BP : 5563 Yaoundé

81

		Téléphone : 222 22 54 27
3	Groupeement EIC/KES	Téléphone : 222 22 30 23
4	MATURIS	Téléphone : +237 677 76 83 88

7. Financing

The services subject of this invitation to tender shall be funded by Public Investment Budget of 2025 on the budget head No 593213701330002523415.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is exclusively online.

The bid must be submitted by the bidder via the COLEPS platform or any other official electronic means of communication to be specified by the Project Owner. A backup copy of the bid, saved on a USB flash drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope with the clear and legible "Backup Copy" label, in addition to the above statement, within the specified timeframe. File Size and Format

The maximum file sizes for documents submitted via the platform and constituting the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The bidder must use compression software to reduce the size of the files to be submitted.

9. Bid bond

Each bidder must attach to its administrative documents a bid bond, paid by hand, stamped at the current rate, accompanied by the receipt of the deposit issued by the CDEC, issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the areas of public procurement and listed in Exhibit 14 of the DAO, the amount of which is one million nine hundred and ninety thousand (1 990 000) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement, will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10 Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge at the Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics of MINEE Tel (237) 22 23 00 13, Fax (237) 22 22 61 77 upon publication of this notice.

The soft copy can equally be consulted on COLEPS' platforms <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> at the ARMP website (www.armac.cm), and <http://www.minee.cm>.

11 Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file may be obtained from the Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics of MINEE Tel (237) 22 23 00 13, Fax (237) 22 22 61 77 as soon as this notice is published against of the payment of a non-refundable sum of one

hundred thousand (100 000) CFA francs (one hundred thousand) for TF purchase fees payable at the Public Treasury for Administrations.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be conditional on the payment of TF purchase fees.

12. Submission of bids

Each offer is written in French or English and will be submitted to the COLEPS platform, no later than 04 JUL 2025 at 2 p.m. and must include the following information:

Restricted National Tender Notice in emergency procedure
No 0000066 /RNIT/MINEE/ITB / 2025 of 10 JUN 2025 for the selection of a firm to carry out technical studies on the mobilization of water resources for the irrigation of 71,000 hectares of land in the localities of NGATT, MBAROBÉ and DIR in the Adamaoua Region.

"To be opened only during the bid-opening session"

13. Admissibility of bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The following shall be inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

In the case of a restricted invitation to tender (opening in 2 phases): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

14. Opening of Bids

Bids shall be opened in two phases

The opening of administrative documents and technical offers will take place on 04 JUL 2025 at 3 p.m. by the Internal Procurement Commission in the meeting room located on the 2nd floor of annex building No. 2, in the Mvog-ada district, opposite Montesquieu College.

B1

Only the financial offers of bidders who have obtained a qualifying technical score of 80/100 will be opened by the same Committee and in the same room at a later date after publication of the results of the technical evaluation.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a joint venture.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be submitted in original form or in copies certified by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of bids or have been prepared after the date of signature of the call for tenders.

If a document in the administrative file is missing or non-compliant when the bids are opened after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

The opening of the tendering session will take place no later than one hour after the deadline for receipt of bids set out in this Call for Tenders Document.

15 Evaluation criteria

15.1 *Eliminatory criteria*

The disqualification criteria are:

- Absence of a bid bond at the bid opening;
- Failure to provide, within 48 hours after the bid opening, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent practices, or falsified documents;
- Technical score below 80 points out of 100;
- Absence of a sworn statement of non-abandonment of contracts over the past three years;
- Failure to comply with the bid file format for online submissions;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an element of the financial offer (the bid, the BPU, the DQE);
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of a dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses;
- Presence of financial information in the administrative and technical offer;
- Absence of a copy of the sample offer;
- Absence of a backup key in the event of a COLEPS platform malfunction.

15.2 *Essential criteria*

The essential criteria will focus on:

No	EVALUATION CRITERIA	POINTS
1	General presentation of the tender (cover page, summary, colour extra sheets, order of documents and tabs)	05
2	References of the tenderer in similar services	20
3	Skills and qualification of proposed personnel	48
4	Technical and material means	10
5	Methodology and planning	12
6	Financial capacity of an amount greater than or equal to twenty million (20,000,000) CFA francs.	05

Any government worker listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, shall be considered invalid

16. Award

The Project Owner or the Delegated Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical, financial and/or aesthetic criteria.

17. Validity period of the offers

Bidders shall remain committed to their tenders for a period of ninety days as from the date of their submissions.

18. Further information

Additional information can be obtained during business hours from the Department of Water Resources Mobilization/Sub-Department of Dams and Agro-Sylvo-Pastoral Facilities/ New Works and Studies Service, or online on the COLEPS platform at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, and <http://www.minee.cm>.

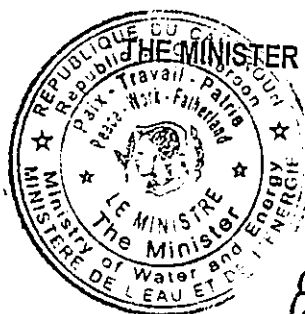
19. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48

Yaoundé the 10 JUN 2025

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- CIPM/MINEE;
- DAG
- CHRONO/ARCHIVES



G. Essomba

Eloundou Essomba Gaston